

Étude de cas 13

Le Canada devrait interdire la vente et la fabrication des automobiles fonctionnant aux énergies fossiles.

Cet exercice a été mis à jour le 19/06/2026.

Contexte

Le réchauffement climatique s'accélère, avec des conséquences déjà visibles à l'échelle planétaire : canicules plus intenses, montée des eaux, perturbations des écosystèmes et multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes. Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux transports [représentent une part majeure des émissions](#), les véhicules à moteur thermique contribuant fortement aux émissions.

Face à l'urgence d'agir pour le climat, de nombreux pays ont adopté des mesures ambitieuses pour accélérer la transition vers des modes de transport plus propres et durables. Entre autres, certains ont fixé des échéances précises pour mettre fin à la vente et la fabrication de véhicules à énergies fossiles sur leur territoire. Pourtant, ces dernières années, plusieurs gouvernements ont dû ralentir ou adapter leurs objectifs, souvent en raison de défis économiques, industriels ou sociaux.

Pour sa part, le Canada avait pris, en 2023, des engagements forts sous le gouvernement Trudeau en mettant en place une politique visant à [éliminer progressivement la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles d'ici 2035](#). Cette mesure était alignée sur l'objectif national de [neutralité carbone d'ici 2050](#). Cependant, en février 2026, face aux préoccupations liées à la hausse des tarifs douaniers et à la protection des emplois dans l'industrie automobile, le premier ministre Mark Carney a annoncé [l'abandon de cette politique](#). Désormais, l'approche canadienne privilégie des incitations fiscales pour encourager l'achat de véhicules électriques (VÉ) ou hybrides, tout en maintenant une production locale de véhicules thermiques.

Toutefois, le changement de cap du gouvernement canadien divise la population. Certains se réjouissent de la levée de l'interdiction, estimant cette approche plus réaliste : elle tient compte des difficultés économiques des ménages et des entreprises, elle permet de protéger des emplois dans l'industrie automobile et évite d'accentuer les inégalités sociales. D'autres, en revanche, critiquent cette décision. Ils estiment que le Canada aurait dû maintenir ses objectifs pour lutter contre l'urgence climatique, faire du pays un leader mondial dans l'électrification des transports et réduire la dépendance au pétrole, surtout dans un contexte de tensions géopolitiques et de flambée des prix de l'essence.

Pour en savoir plus

- [Régie de l'énergie du Canada | Aperçu du marché : Quelle quantité de CO2 les véhicules électriques, hybrides et à essence émettent-ils?](#)
- [Les As de l'info | Le Canada freine son plan pour plus de voitures électriques](#)
- [Radio-Canada | Ottawa veut un parc de véhicules neufs 100 % propres d'ici 2035](#)

Le savais-tu?

Pour encourager les Canadiennes et Canadiens à acheter des véhicules électriques, le gouvernement fédéral ainsi que plusieurs provinces et territoires offrent des incitatifs financiers sous forme de subventions ou de rabais à l'achat. Ces programmes visent à rendre les VÉ plus accessibles en réduisant leur coût d'acquisition, souvent bien supérieur à celui des véhicules à essence.

Cependant, les montants et les conditions varient d'une province ou d'un territoire à l'autre, et ces programmes sont généralement limités dans le temps. Certains peuvent être prolongés, tandis que d'autres prennent fin à une date précise. Il est donc important de vérifier les détails actuels pour profiter pleinement de ces avantages.

Informe-toi sur les incitatifs financiers disponibles pour l'achat d'un véhicule électrique ou d'une borne de recharge propres à ta province ou ton territoire en consultant [cet article](#) ou le site de ton gouvernement provincial ou territorial.

Coup d'œil international

En 2023, l'**Union européenne** (UE) s'était fixé comme objectif d'[interdire la fabrication et la vente de véhicule thermique d'ici 2035](#). Cependant, en 2025, face à la pression de l'Allemagne, où l'industrie automobile est cruciale, l'[UE a renoncé à son objectif](#). Désormais, les constructeurs pourront continuer à vendre une part limitée de voitures neuves à essence ou diesel après 2035, à condition de compenser leurs émissions de CO₂.

Le **Royaume-Uni**, qui avait initialement prévu d'interdire les véhicules thermiques dès 2030, a dû revoir ses ambitions. Désormais, l'objectif est repoussé à 2035 pour les voitures et 2040 pour les camions, afin de laisser plus de temps à l'industrie et aux consommateurs pour s'adapter aux véhicules électriques.

Quant à elle, la **Norvège** est souvent citée en exemple pour sa [transition réussie vers les véhicules électriques](#). En plus de son objectif ambitieux de ne vendre que des voitures neuves zéro émissions à compter de 2025, le pays a mis en place des mesures incitatives fortes, comme une exonération de taxes à l'achat de véhicules électriques et un accès à des voies réservées et à des stationnements gratuits pour les VÉ.

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **devrait interdire** la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada

Interdire la vente et la fabrication de véhicules à énergies fossiles permettrait de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre. En 2023, Transport Canada a révélé que le secteur du transport routier représentait [18 % des émissions totales de gaz à effet de serre du pays](#). Le Canada a une responsabilité, tant sur la scène nationale qu'internationale, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre en accord avec l'[Accord de Paris](#) et la [Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#). Interdire la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles permettrait de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre du secteur routier en accélérant la transition vers les véhicules zéro émission.

Vision à long terme

Alors que le monde entier se détourne progressivement des énergies fossiles, une telle politique inciterait l'industrie automobile canadienne à suivre cette voie. Le Canada pourrait alors devenir un leader mondial en matière de véhicules électriques, stimulant l'innovation et la création d'emplois dans les secteurs des batteries, des énergies renouvelables et des infrastructures de recharge. En misant sur des véhicules propres, le pays ne protège pas seulement l'environnement — il sécurise l'avenir de son industrie automobile, en la rendant compétitive et innovante pour les décennies à venir. Cette transition alignerait le pays avec ses objectifs de décarbonisation, tout en sécurisant l'[avenir de son industrie automobile](#) et en renforçant sa crédibilité climatique à l'international. Une position gagnante, pour l'économie comme pour la planète.

Économies pour les ménages canadiens

Interdire la vente et la fabrication de véhicules à énergies fossiles serait profitable pour le portefeuille des ménages canadiens, surtout en période de crise du coût de la vie. Les véhicules électriques offrent des économies significatives : leur recharge coûte [5 à 10 fois moins cher](#) que le plein d'essence ou de diesel, et ils nécessitent 40 à 50 % moins d'entretien que les véhicules thermiques (réglages du moteur, changements d'huile, etc.). De plus, avec une politique ambitieuse, la concurrence s'intensifie, ce qui fait baisser les prix des véhicules zéro émission et les rend plus accessibles. Interdire la vente et la fabrication de véhicules à énergies fossiles permettrait donc à la fois de faire baisser les prix des VÉ et de faire économiser les Canadiennes et Canadiens.

Pour en savoir plus

- [Le Devoir | Le Québec perd 10 milliards par année en essence](#)
- [Roulons électrique | Meilleur bilan environnemental](#)
- [Roulez électrique | Le Canada peut devenir une puissance des véhicules électriques malgré Donald Trump](#)
- [Environnement et Changement climatique Canada | Une nouvelle norme sur la disponibilité des véhicules électriques permettra d'accroître l'accès à des véhicules abordables et d'améliorer la qualité de l'air pour les Canadiens](#)
- [Télé-Québec - McSween | Combien ça coûte vraiment, recharger une voiture électrique? On fait le test!](#)

Le savais-tu?

Selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la hausse des prix du pétrole en raison du conflit au Moyen-Orient [a augmenté de 35 % les économies annuelles](#) de carburant liées à la conduite d'un véhicule électrique dans l'Union européenne, par rapport aux économies calculées en 2025. En d'autres termes, plus le pétrole devient cher, plus l'avantage économique du VÉ s'accroît naturellement, sans aucune mesure supplémentaire ne soit nécessaire.

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **ne devrait pas interdire** la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles.

Manque d'infrastructures de recharge

Les infrastructures de recharge pour véhicules électriques se multiplient au Canada, mais restent insuffisantes pour offrir à tous une alternative vraiment accessible aux voitures à essence. De nombreuses régions manquent encore de bornes de recharge publiques et les personnes habitant en logements locatifs ne peuvent souvent pas installer des bornes de recharge privées. Selon une [étude fédérale](#), pour répondre à la demande liée à l'interdiction des véhicules thermiques en 2035, le Canada devrait construire 40 000 bornes par an d'ici 2025 et 2035. Pourtant, en 2025, seulement 7 000 nouvelles bornes ont été installées, loin de l'objectif. Sans une accélération massive des investissements et des constructions, interdire les véhicules à essence en 2035 serait prématuré : les alternatives ne seraient pas accessibles à tous.

Préjudice financier pour les fabricants canadiens

L'industrie automobile canadienne fabrique majoritairement des véhicules à essence. L'imposition des tarifs douaniers imposés par les États-Unis a fait [grimper les prix des véhicules canadiens](#), réduisant la capacité d'achat des consommateurs, et par le fait même, les revenus des constructeurs automobiles. Imposer l'arrêt de la production de véhicules thermiques, souvent plus abordable, causerait un préjudice important à l'industrie automobile, déjà fortement touchée par les tarifs imposés par les États-Unis. Convertir leurs usines pour fabriquer un nouveau type de véhicule exigerait des investissements colossaux et des années de transition, risquant de paralyser les ventes et de menacer la survie de ces entreprises canadiennes. Une interdiction trop rapide fragiliserait toute l'industrie et mettrait des emplois en danger.

Coup dur pour les portefeuilles des ménages

Interdire les véhicules thermiques serait un lourd coût financier pour la classe moyenne. Les véhicules électriques se détaillent en moyenne [6 000 à 10 000 \\$ de plus](#) que leur équivalent à essence. Dans les zones rurales, où les transports en commun sont souvent absents ou peu fiables, l'achat d'un véhicule électrique et l'installation d'une borne de recharge à domicile deviennent des investissements inaccessibles pour une partie de la population. Sans accompagnement financier massif, cette mesure risquerait donc de peser de façon disproportionnée sur le pouvoir d'achat des ménages, tout en créant des tensions sociales dans les territoires les moins équipés.

Enjeux éthiques de la production de véhicules électriques

Actuellement, les minéraux nécessaires à la fabrication des batteries pour véhicules électriques sont souvent extraits dans des [conditions médiocres pour les travailleurs](#). Par exemple, une grande partie du cobalt requis pour les batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques est extraite en République démocratique du Congo, où les conditions minières sont souvent extrêmement dangereuses et les droits des travailleurs rarement respectés. En bannissant la vente et la fabrication des automobiles à énergies fossiles, le Canada risquerait d'encourager l'exploitation des travailleurs ailleurs dans le monde.

Pour en savoir plus

- [IEDM | Abolissons l'interdiction fédérale de vente de véhicules à essence](#)
- [Le Journal de Montréal | L'obligation d'avoir un véhicule électrique coûtera cher aux Québécois](#)
- [Radio-Canada : Bonjour la Côte | L'impact économique de l'interdiction des voitures à essence](#)
- [Radio-Canada | Les véhicules électriques sont toujours trop chers pour bon nombre de Canadiens](#)
- [Le Journal de Québec | Ford tourne le dos aux véhicules électriques](#)
- [Amnesty International | La face cachée des voitures électriques : l'exploitation par le travail](#)